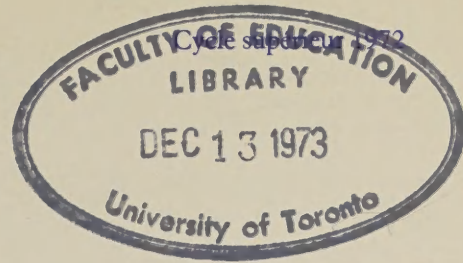
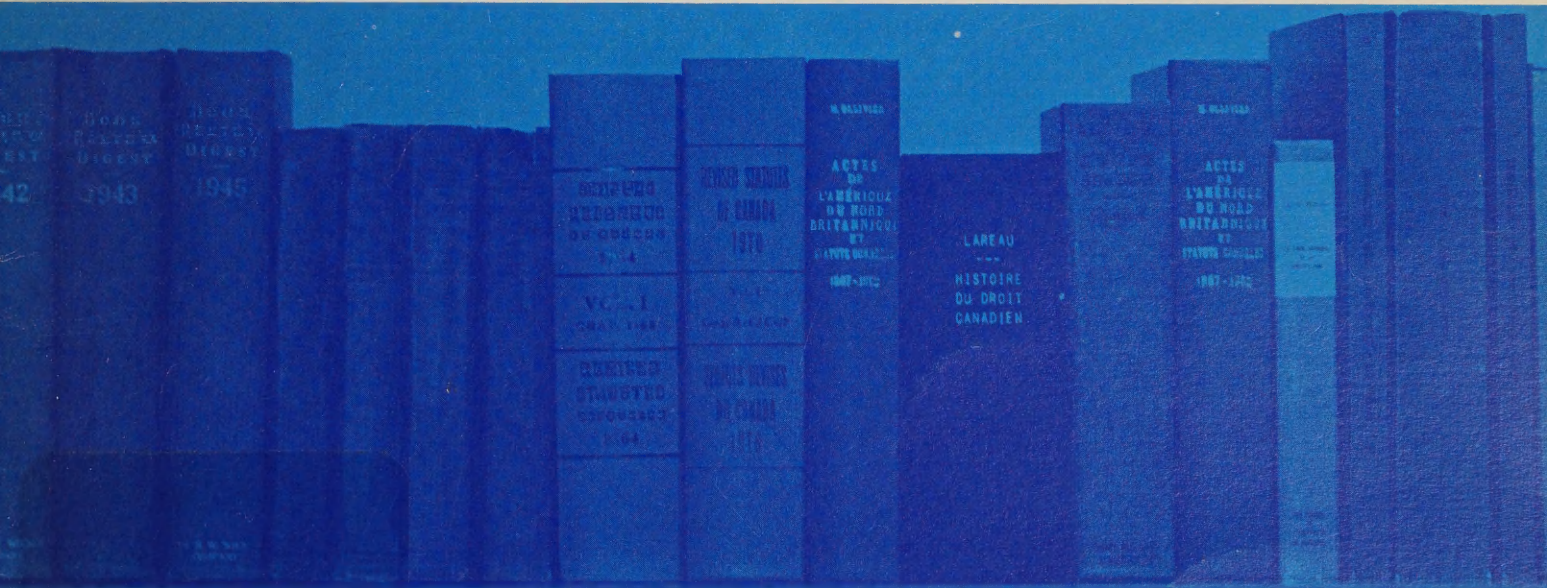


Le Droit

Publié avec l'autorisation du
Ministre de l'Éducation



ère
ucation



OHEC
373.1909713
059DEC-LW
French.



Ministère
de
l'Éducation
Ontario

Publié avec l'autorisation du
Ministre de l'Éducation

Cycle supérieur 1972

Table des matières

Introduction	4
Avant-propos	5
Perspective	6
Organisation	7
Domaines possibles du droit	7
Méthodes	8
Méthode thématique	8
Thèmes	9
Documentation	11

Ouvrages généraux et de vulgarisation

Ouvrages pédagogiques

Revue professionnelle et recueils de loi
et de jurisprudence

Brochures et opuscules

Documentation de
Radio-Canada

Bandes magnétiques de
Radio-Canada

Rapports et documents
disponibles à
Information Canada

Télévision

Films

Littérature socio-juridique

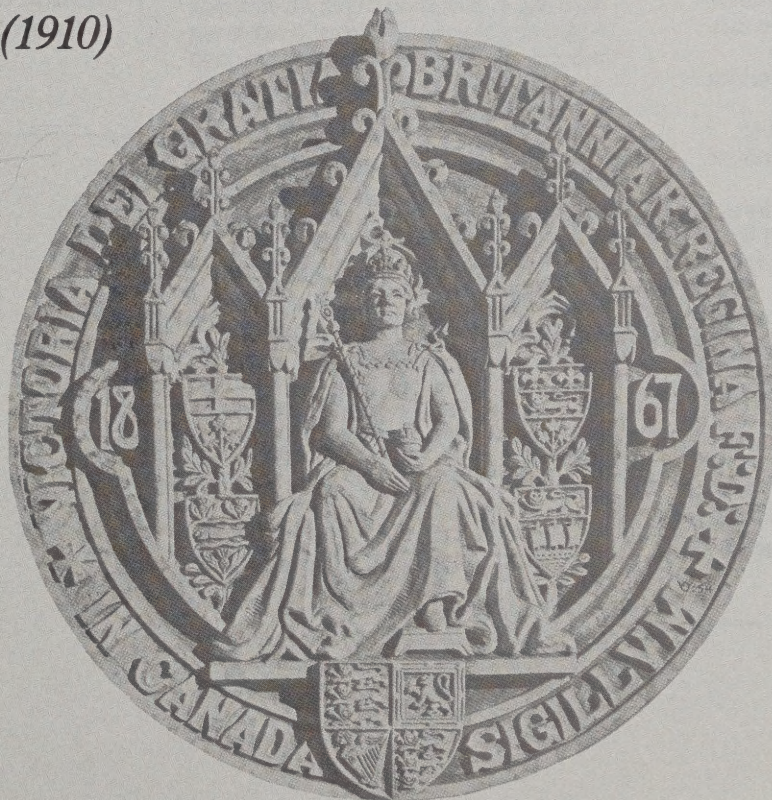
Périodiques et revues d'universités

Sources de documentation



*Cet édifice majestueux des lois nous
protège tous, chacune de ses pierres
reposant sur une autre.*

John Galsworthy (1910)



Introduction

Depuis longtemps déjà, l'étude des aspects légaux du domaine des affaires intéresse les étudiants et contribue à enrichir leur préparation au monde du travail. Le présent programme-cadre élargit la dimension de cette étude permettant ainsi de satisfaire les intérêts de l'ensemble des élèves.

Tout cours de droit devrait aider l'élève à examiner comment un enchaînement d'actions peut avoir une portée juridique. Avec l'aide de ce guide, l'enseignant et ses élèves peuvent établir un programme d'études incluant certains points liés au droit:

- la solution juridique de problèmes sociaux
- les accords contractuels
- le droit familial et la délinquance juvénile
- le processus législatif
- l'administration de la justice
- les comportements déviants et criminels

Afin de mettre en valeur le développement de tout individu dans une société en évolution, les enseignants devraient fournir aux élèves la possibilité d'étudier les lois existantes et d'établir un rapport entre ces lois et leur propre régime de valeurs. Puisque les lois sont établies en vue de satisfaire aux besoins de la majorité, les élèves devraient arriver à se rendre compte que certaines lois sont considérées comme étant injustes par certains individus ou par certains secteurs d'une société pluraliste.

La question de ce qui est juste ou injuste représente un vrai dilemme auquel les élèves et les citoyens doivent faire face un jour ou l'autre. On encourage néanmoins les enseignants qui préparent un plan d'études détaillé à insister sur le fait qu'il est nécessaire que les individus appartenant à notre société vivent selon les limites imposées par la loi.

“Celui qui, de son autorité privée, enfreint une loi mauvaise, autorise tout autre à enfreindre les bonnes.”

Denis Diderot

Toute société démocratique se doit de reconnaître la dignité et la valeur de l'individu. La société a donc un grand nombre de responsabilités envers l'individu. L'individu doit de son côté accepter ses propres responsabilités envers la société dans laquelle il vit, et cette attitude doit être totalement intégrée à sa façon de vivre. Cette double importance peut entraîner un conflit reconnu entre les droits et les valeurs de l'individu d'une part et les restrictions que la société impose à la liberté de l'individu d'autre part. Les droits et les valeurs de pays particuliers et les idéologies qui règnent dans le monde peuvent également entrer en conflit.

Puisque le droit est un instrument vivant de la société nous devons admettre que les lois changent et qu'elles correspondent aux besoins et aux exigences du peuple. Les questions de liberté, de responsabilité et de droits sont toutes étroitement liées à la trame sociale. Toute société organisée repose toutefois dans une large mesure sur les compromis adoptés par rapport à ces conflits. Ainsi, il faut concilier les changements effectués et les conflits résolus pour le bien social et celui de la communauté. C'est là la tâche des institutions juridiques du pays.

Les lois et les institutions doivent aller de pair avec le progrès de l'esprit humain.

Thomas Jefferson

On espère qu'en étudiant le droit, les élèves parviendront à comprendre et à apprécier les lois comme une part indispensable de toute société civilisée. Trop souvent hélas, la véritable signification et la grandeur d'une société bien ordonnée ne sont pas reconnues à leur juste valeur.

La conduite des hommes dans la société peut s'examiner selon trois divisions:

à l'une des extrémités, se place le comportement réprimé par la loi;

à l'autre extrémité, se place le comportement inoffensif et sans contraintes;

au centre, se place le comportement limité par les deux autres et au-dedans duquel s'exercent les fonctions de raison et de sentiment, les manifestations de conscience et de considération envers les autres, le bon goût, les bonnes manières, l'esprit de justice, la retenue devant l'avantage qui s'offre.

Grâce à l'exercice d'une volonté contrôlée par l'action individuelle et à l'ordre qui en résulte, les relations humaines revêtent un caractère tolérable et agréable et la vie offre ses plus belles expériences.

Lord Moulton

L'étude du droit peut aider les élèves à acquérir un degré de maturité qui leur permette d'accepter que toute société démocratique comporte nécessairement des conflits. Ils devraient parvenir à se rendre compte que les lois, dans leur forme actuelle, ne fournissent pas toujours un remède aux maux de la société, mais que des voies légitimes s'offrent aux citoyens qui voudraient les modifier. L'activisme peut revêtir ici un caractère tout à fait responsable.

Les lois doivent être stables mais non pas immuables.

Roscoe Pound

Comme on s'inspire de ce guide pour établir divers programmes d'études, il serait bon que les enseignants et les élèves se rendent compte qu'il leur faut chercher à atteindre des buts réalistes. La jeunesse possède un sens très idéaliste de la justice sociale mais elle sait rarement analyser d'une manière systématique les points sur lesquels s'appuie sa conception de cette justice sociale.

Or, il y a une différence, pour la conduite à tenir envers les hommes, entre la justice et le respect: le rôle de la justice, c'est de ne pas faire violence aux hommes, et celui du respect, de ne point les heurter, et c'est là qu'on perçoit le mieux la signification du convenable.

Cicéron

Pour aider à mettre au point les programmes d'études, on suggère de retenir les buts suivants:

l'étude du droit devrait:

- fournir à l'élève l'occasion de définir et d'affirmer son rôle en tant que membre d'une famille et d'une société, et de déterminer la signification de ce rôle pour lui-même, en tant que membre actif et participant;

La justice donne à la vie humaine la stabilité dont les hommes ont besoin pour chercher à atteindre le bonheur sans crainte et sans anxiété.

Thomas d'Aquin

- développer chez l'élève une compréhension du droit par rapport aux responsabilités et aux droits contenus dans le cadre de nos lois;

La liberté sans obligations signifie l'anarchie. Liberté et obligations signifient démocratie.

Earl Rimey

- fournir à l'élève des expériences qui lui permettent d'acquérir les aptitudes nécessaires pour porter des jugements raisonnés;

Le droit est une expérience que la raison a élaborée et qu'elle applique sans cesse à d'autres expériences.

Roscoe Pound

- fournir à l'élève l'occasion d'acquérir la maturité sociale qui lui permette d'accepter les conflits comme étant une caractéristique de la croissance et de l'évolution des individus et de la société;

Là où la loi s'arrête, la tyrannie commence.

John Locke

- fournir à l'élève une meilleure connaissance du mécanisme de nos institutions juridiques, commerciales, sociales et gouvernementales, de façon à ce qu'il puisse les évaluer en s'appuyant sur une certaine tolérance et une certaine maturité.

La rigidité dans la justice est la plus grande injustice.

Thomas Fuller

Afin d'utiliser au maximum les capacités du personnel enseignant, les administrateurs d'une école doivent arriver à connaître les talents et les domaines de compétence de chacun. Un système interdisciplinaire est un des moyens d'y arriver. La planification en équipe imposant à tous des restrictions de temps, de matériel et d'organisation, le travail même de planification devra être planifié. A moins que l'on ne considère le droit comme un sujet universel, il y a danger de restreindre la compétence des enseignants et l'accueil que les élèves réservent à cette discipline.

L'étude du droit se prête à diverses formes d'organisation. Les élèves peuvent tirer profit d'un cours portant sur un seul domaine du droit. Il se peut par ailleurs que l'on profite davantage d'un cours dont la première partie porte sur les principes du droit et souligne la nécessité pour toute société d'avoir des lois. Dans une deuxième ou troisième partie du cours, on pourrait suivre les préférences de l'enseignant et de l'élève; la classe pourrait par exemple se diviser en plusieurs groupes dont chacun étudierait le droit dans un domaine spécialisé: droit et commerce, solution juridique des problèmes sociaux, droit et famille ou droit et philosophie.

Le nombre des lois canadiennes aux divers paliers de gouvernement est tel qu'il est presque impossible de les répertorier et il ne serait guère utile d'en dresser une liste complète dans ce guide. Il y a lieu toutefois d'attirer l'attention des élèves sur certains domaines du droit, afin qu'ils puissent se rendre pleinement compte de la manière selon laquelle nos vies et notre forme de société sont régies. Un répertoire de certains domaines du droit figure ci-dessous. Enseignants et élèves doivent se sentir libres de choisir les domaines qu'ils désirent examiner pour répondre aux besoins de leur programme d'études.

Droit commercial

Banques et lettres de change
Faillite et insolvabilité
Loi sur la protection du consommateur
Contrats
Sociétés, sociétés en nom collectif et associations
Impôt sur le revenu et taxe de vente
Mandant et mandataire

Droit constitutionnel

Système judiciaire canadien
Division des pouvoirs constitutionnels au Canada
Exécution des lois au Canada
Histoire du droit

Droit criminel

Falsification, lois sur les aliments et les drogues
Attentats, conspirations et complicité criminelle
Crimes et délits contre la réputation d'autrui
Procédure criminelle
Lois sur les stupéfiants
Délits contre l'ordre public
Délits contre les droits de propriété
Délits frauduleux
Délits relatifs à la monnaie
Attentats à la pudeur, délits contre les mœurs et inconduite

Droit familial

Lois touchant les Indiens et les Esquimaux
Mariage et divorce
Litiges conjugaux
Droits et responsabilités des parents et des enfants
Testaments, fidéicommiss et successions ab intestat

Droit international

Citoyenneté et immigration
Conflit d'intérêts
Le droit international, les mers et l'espace
Traités, conventions et protocoles

Lois ouvrières et de bien-être social

Relations patronat-salariat
Retraites et autres avantages sociaux
Assurance chômage
Programmes d'assistance sociale pour les chômeurs

Biens immobiliers et mobiliers

Evaluation et imposition
Droits d'auteur, brevets, marques de commerce
Expropriation
Biens immobiliers et lois sur la tenure à bail
Lois sur la vente de marchandises et de biens mobiliers, sur les valeurs mobilières
Responsabilité civile
Entreposage, nantissement en droits touchant la propriété de biens mobiliers

Droit quasi-criminel

Droit aérien et maritime
Lois sur la circulation routière
Lois sur les droits de l'homme
Lois sur la chasse et la pêche
Lois sur les spiritueux
Lois sur la pollution

Sujets généraux

Lois sur les élections
Législation municipale
Droit scolaire

Un cours de cette nature au cycle supérieur devrait permettre un maximum de participation de la part de l'élève et encourager un engagement actif envers la collectivité. On peut envisager, par exemple, que l'élève acquière une connaissance du droit en effectuant des recherches indépendantes sur des problèmes de droit importants ou actuels. Il peut être utile de confier à l'élève la préparation d'un cas réel ou fictif qui exige étude et réflexion sérieuses de sa part. Ce procédé permet de juger des progrès de l'élève et de l'efficacité du cours. Il faudra, pour compléter et faciliter l'étude du sujet choisi, avoir recours à des colloques, à des comptes rendus de recherches, à des études de cas, à des expériences dans la collectivité, à des visites et à des entrevues. Tout cela nécessitera une planification et une distribution du temps bien préparées.

Il est facile d'aborder l'étude du droit de façon plus large si l'on met les divers enseignants à contribution. En effet, un lien naturel s'établit entre l'éducation en affaires, les sciences économiques, les études familiales, les sciences politiques, la sociologie, l'histoire et la littérature, et les membres intéressés du personnel peuvent apporter à ce cours leurs connaissances diverses. Chacune de ces matières contribue à donner une connaissance du contexte social général dans lequel les élèves peuvent débattre des questions socio-économiques et juridiques. Du point de vue historique, on peut choisir de suivre l'évolution d'une loi à partir du moment où un problème social se présente jusqu'à celui où une loi qui s'y réfère entre en vigueur. L'enseignant peut aussi choisir la possibilité d'enquêter sur un problème social actuel et aider les élèves à suivre le processus législatif jusqu'au dénouement, par l'entremise des organes d'information.

Il faut généralement un siècle pour établir une loi et quand cette loi a fait son oeuvre, il faut généralement un siècle pour abolir.

Henry Ward Beecher

On aura besoin de toute une gamme de documentation, particulièrement si l'on veut mettre l'accent sur l'actualité. Ce guide contient une liste utile de références mais les revues et les journaux fourniront aussi une source d'information sur les sujets d'actualité. On peut également trouver des renseignements utiles dans des films, enregistrements, programmes de télévision ou de radio. Il y aurait lieu d'envisager des abonnements aux revues d'affaires, de sociologie et de sciences politiques et l'achat d'ouvrages relatifs à ces sujets pour la bibliothèque. On peut aussi faire appel à des conférenciers de l'extérieur.

Il est d'importance capitale non seulement que justice soit faite, mais qu'il soit manifeste et indubitable qu'elle a été faite.

Juge C. J. Hewart

On devrait encourager les bibliothécaires, les enseignants et les conseillers juridiques des divers quartiers ou localités à collaborer et à préparer une documentation relative à divers ouvrages, au droit jurisprudentiel, au droit écrit, au droit réglementaire, à des décisions judiciaires importantes, à des rapports de commissions gouvernementales, aux règlements locaux et à des recueils divers.

L'étude du droit peut très bien se faire dans le contexte d'un thème assez large selon lequel l'enseignant et sa classe peuvent choisir d'examiner de nombreux aspects du droit sous un angle particulier. Ce thème (ou ces thèmes) peut s'étendre à tous les aspects du droit par rapport au point de vue particulier qui y est suggéré.

L'enseignant peut élaborer tout son cours à partir d'un seul thème ou bien, à la suite d'un cours d'introduction au droit, choisir un ou plusieurs thèmes de manière à animer l'intérêt des élèves.

Ce guide suggère quelques thèmes que l'on peut utiliser. Trois d'entre eux sont plus élaborés que les autres.

La loi et moi – Mon statut juridique de l'enfance à la maturité.

Liberté et conflits – C'est cette liberté même que nous pouvons exercer qui est quelquefois cause de conflits.

Survivance – Nous avons le choix: la guerre ou le tribunal.

La loi qui nous protège – Cet édifice majestueux des lois nous protège tous, chacune de ses pierres reposant sur une autre. (John Galsworthy)

La justice – Est-elle la même pour tous?

La tolérance – Le conflit des générations; sommes-nous obligés de supporter nos voisins?

Engagement – Pouvons-nous nous "désengager"? Notre système juridique exige que nous reconnaissons et que nous respectons nos droits et nos devoirs.

On encourage les enseignants à découvrir et à développer de nouveaux thèmes auxquels eux-mêmes et leurs élèves s'intéressent particulièrement.

Les trois thèmes suivants sont plus détaillés, de manière à servir de guide sur la façon dont on peut aborder l'étude du droit.

A. Liberté et conflits. C'est cette liberté même que nous pouvons exercer qui est quelquefois cause de conflits.

Tout individu d'âge mûr devrait comprendre qu'une société libre comporte presque inévitablement des conflits. Dans notre société, les institutions varient de l'unité familiale aux grandes sociétés industrielles mais nous ne pouvons pas manquer d'observer nos droits et nos devoirs à l'intérieur même de ces institutions qui ont forcément une influence sur notre vie.

L'interaction de ces institutions crée souvent des conflits dans notre société. L'étude de la signification juridique de ces conflits peut constituer une expérience intéressante pour les élèves. Sur un plan plus vaste, on pourrait aider les élèves à étudier plus à fond notre structure sociale pour trouver d'autres exemples de conflits.

Les sujets suivants pourraient être inclus dans un cours qui se développe autour de ce thème:

Famille

Droits et responsabilités des parents
Droits et responsabilités des enfants
Droit matrimonial
Testaments, fidéicommiss et successions ab intestat
Lois touchant les Indiens et les Esquimaux
Délit d'un délinquant mineur
Droit scolaire

Collectivité

Évaluation et imposition
Droit municipal
Lois sur les élections
Expropriation
Propriété
Responsabilité civile
Lois sur la chasse et la pêche
Protection par la police et exécution des lois
Lois de bien-être social

Individu

Droits de l'homme
Délits contre l'ordre public
Lois sur l'alimentation et les drogues
Protection du consommateur
Contrats
Attentats à la pudeur, délits contre les mœurs et inconduite
Lois sur la circulation routière

Affaires

Contrats
Mandant et mandataire
Responsabilités envers les employés, les actionnaires et la communauté
Banques et lettres de change
Imposition
Faillite et insolvabilité
Droits d'auteur, brevets et marques de commerce
Entreposage et nantissement

Travailleurs et syndicats

Relations patronat-salariat
Assurance chômage
Méthodes de négociation des salaires et traitements
Lois ouvrières
Syndicats—droits et responsabilités
Mandant et mandataire

Gouvernement

Législation municipale
Législation relative aux élections
Création des lois
Exécution des lois
Système judiciaire canadien
Processus constitutionnel
Responsabilités du gouvernement

B. La loi et moi—Mon statut juridique de l'enfance à la maturité.

On peut considérer l'étude du droit du point de vue de l'individu à mesure qu'il passe à des stades de responsabilités et de droits divers en vertu de son âge et de sa situation dans la société. Ce thème peut s'attacher aux droits et aux responsabilités du citoyen de la naissance à la maturité. À mesure que l'individu vieillit, la signification de son statut juridique se modifie considérablement. En effet, dans une société libre, l'aspect juridique du mariage, de la maturité, des achats importants et des obligations envers le gouvernement et la loi revêt une grande importance. En apprenant à l'élève à discerner les responsabilités de l'individu et de la société selon les lois relatives aux employés ou aux employeurs, à la collectivité et aux diverses formes d'assistance sociale, on ajoutera une nouvelle dimension à l'étude du droit.

Les sujets et les questions d'ordre juridique pouvant découler de ce thème comprennent:

- Qui est mineur?
- Quand devient-on adulte?
- Droit de vote
- Responsabilités des parents

- Lois sur les alcools
- Droit scolaire
- Contrats
- Titres négociables
- Protection du consommateur
- Achat de biens immobiliers
- Faillite
- Propriété de biens: personnels, nécessaires, immobiliers, vie privée et droits de propriété individuelle
- Evaluation et imposition municipale
- Expropriations
- Actes illicites
- Citoyenneté et statut
- Lois d'assistance sociale:
Loi sur les allocations familiales
Loi sur les allocations aux jeunes
Loi sur les prestations familiales
Régime des pensions du Canada
- Relations patronat-salariat
- Droit matrimonial
- Lois touchant les Indiens et les Esquimaux
- Testaments, fidéicommiss, successions
- Droits de l'individu à être protégé
- Exécution des lois au Canada

C. La justice – Est-elle la même pour tous?

La jeunesse en général possède un sens aigu de la justice sociale mais elle sait rarement analyser d'une manière systématique les points sur lesquels s'appuie sa conception de cette justice sociale. Il peut être intéressant, pour les classes du cycle supérieur, d'étudier le droit du point de vue de l'administration de la justice. En envisageant le droit sous cet angle, on peut aider l'élève à étudier le sujet à fond et à développer chez lui les aptitudes nécessaires à un jugement fondé sur le raisonnement.

Les points d'ordre juridique que l'on pourrait intégrer à un cours découlant de ce thème peuvent comprendre les suivants:

- Contrats
- Faillites et insolvabilité
- Mandant et mandataire
- Système judiciaire canadien
- Exécution des lois au Canada
- Comportement criminel
- Science pénale et système pénal canadien
- Procédures de droit criminel
- Infraction pénale
- Lois touchant les Indiens et les Esquimaux
- Droits et responsabilités des parents et des enfants
- Testaments et successions
- Conflit d'intérêts
- Droit international, les mers et l'espace
- Relations patronat-salariat
- Grèves licites et illicites
- Régimes d'assurance chômage et d'assurance sociale
- Evaluation et imposition
- Responsabilité civile
- Lois sur les droits de l'homme
- Lois sur la pollution
- Décisions juridiques importantes
- Une loi pour les riches, une loi pour les pauvres

Ouvrages généraux et de vulgarisation

◆ Anger, W. H. *Summary of Canadian Commercial Law* (révisé par F. R. Hume). Toronto: Sir Isaac Pitman & Sons (Canada) Ltd., 1968. (530 p.)

Ce volume résume d'une manière précise et concise l'ouvrage plus important intitulé "*Digest of Canadian Mercantile Law*" (4 tomes). Chaque chapitre (il y en a 21) comprend un cas sur lequel on peut discuter et qui renforce certains points de droit.

◆ Barbe, Raoul (sous la direction de—). *Droit administratif canadien et québécois*. Editions de l'Université d'Ottawa, 1969, XXVI. (684 p.)

Signé par les plus grands noms de la doctrine québécoise de droit public, cet ouvrage de collaboration contient plusieurs chapitres qui peuvent être directement utiles aux étudiants ontariens, non seulement en ce qui concerne le droit administratif fédéral, commun à tout le Canada, mais aussi en ce qui concerne le droit administratif provincial, en raison d'une certaine communauté de problèmes et de concepts.

◆ Baudouin, Jean-Louis; Fortin, Jacques; et Szabo, Denis. *Terrorisme et justice, Entre la liberté et l'ordre: le crime politique*. Editions du Jour, Montréal, 1970. (175 p.)

Il s'agit d'un exposé objectif des problèmes juridiques soulevés par les événements qui ont bouleversé l'opinion publique canadienne en octobre 1970. La première partie est consacrée au traitement réservé aux délits politiques dans le monde, la seconde aux infractions contre l'ordre public au Canada. Extraits du Code criminel en annexe.

◆ Boncompain, Jacques. *Le droit d'auteur au Canada*. Le cercle du livre de France, Montréal, 1971. (406 p.)

Il s'agit d'une étude très critique du régime canadien de protection des oeuvres littéraires et artistiques. Cet ouvrage en deux parties, l'une consacrée au droit interne, l'autre au droit international, est de nature à faire comprendre combien il est difficile de concilier les intérêts légitimes des artistes, ceux du public en général et ceux des milieux d'affaires.

◆ Boulton, Reynald. *Bibliographie du droit canadien*. Montréal; Wilson et Lafleur, 1966. (393 p.)

Il s'agit d'une bibliographie bilingue, raisonnée et quasi-exhaustive de l'ensemble du droit canadien, fédéral et provincial. L'enseignant ou le chercheur peut y trouver des références précises aux livres et articles écrits sur les sujets les plus divers jusqu'en 1965. En outre, chaque division de l'ouvrage comprend une note introductive qui ne donne évidemment pas un état complet du sujet concerné mais peut s'avérer extrêmement utile pour orienter la recherche.

◆ Chapman, F. A. R. *Fundamentals of Canadian Law*. Toronto: McGraw-Hill Company of Canada, 1965. (376 p.)

Ce manuel de base traite en détail des principes du contrat. Il comprend également une introduction à notre système juridique et mentionne les lois relatives aux crimes, aux actes illicites et à la succession.

◆ Chapman, F. A. R. *Law and Marriage*. Toronto: McGraw-Hill Company of Canada, 1968. (163 p.)

Ce livre écrit dans un langage clair et facile à lire est destiné à faire connaître au public les détails des lois matrimoniales au Canada. Il comprend les fiançailles, le divorce, les pensions alimentaires et la garde des enfants.

◆ Chapman, F. A. R. *The Law and You*. Toronto: McGraw-Hill Company of Canada, 1970. (453 p.)

Le lecteur peut acquérir une connaissance précise de nos lois et de la manière de s'en servir. Cet ouvrage comprend quatre sections dont deux traitent du contrat et des lois y relatives, tandis que les deux autres traitent de tous les aspects du droit en commençant par les origines des lois canadiennes jusqu'au droit relatif aux crimes, aux actes illicites, à la négligence, aux successions et au mariage.

◆ Clermont, Bernard L. *Introduction générale au droit canadien*. Institut des banquiers canadiens, Montréal, 1968. (105 p.)

Ce petit livre sans prétention contient d'intéressants éléments sur la nature du droit, les sources du droit canadien, le droit constitutionnel et l'organisation judiciaire. Il met bien en valeur les caractéristiques générales de la common law canadienne par rapport aux systèmes de droit civil.

Colliard, C. A., et Manin, A. *Droit international et histoire diplomatique: Documents choisis, tome I (I et II)*. Montchrestien, Paris, 1971, XIII. (1226 p.)

Ces deux volumes offrent une très vaste sélection de documents concernant les organisations et les relations internationales. Le premier volume contient les textes généraux, alors que le second réunit les textes concernant plus spécialement les Etats d'Amérique du Nord.

◆ Corry, J. A. *Law and Policy*. Toronto: Clarke, Irwin and Company Limited, 1959. (71 p.)

Dans cet ouvrage, l'auteur explique les difficultés de fixer des politiques dans une loi. Pour que le gouvernement se maintienne dans les principes du droit, il est essentiel que ces principes soient raisonnables et qu'ils correspondent aux idéaux de la société qui, eux, se modifient constamment.

◆ Corry, J. A. *The Power of the Law*. Toronto: CBC Learning Systems, 1971. (63 p.)

Ce volume contient une série de conférences intitulées: Law as Reason and Custom; Law as Command; Obedience and Disobedience; Due Process of Law; Civil Rights; The Constitution.

David, René. *Les grands systèmes de droits contemporains*. 4e éd. Paris: Dalloz, 1971. (657 p.)

Ecrit dans un langage relativement simple, cet ouvrage, d'une très grande honnêteté intellectuelle et d'une qualité scientifique rarement atteinte, décrit les grands systèmes de droit qu'il répartit en quatre familles: la famille romano-germanique (à laquelle appartient pour une bonne partie le droit québécois), la famille de common law (à laquelle appartiennent bien entendu le droit ontarien et le droit fédéral pris dans son ensemble), la famille des droits socialistes et la famille des droits philosophiques ou religieux. Bien que ce livre essentiel soit destiné, dans sa conception première, à un public européen, il peut être utilisé avec profit pour "situer" le droit canadien par rapport aux autres droits, pour développer chez l'étudiant le sentiment de l'originalité du droit de son propre pays, en même temps qu'un esprit de tolérance éclairée à l'égard des droits étrangers.

☛ Greason, G. K., King, R. C. *Canadian Democracy at Work*. 5th ed. Toronto: Macmillan of Canada, 1969. (119 p.)

Ce texte fournit une connaissance générale des systèmes de gouvernement fédéral, provincial et municipal au Canada, ainsi qu'une comparaison entre le gouvernement canadien et les gouvernements britannique et américain. Les chapitres sur les domaines législatif et judiciaire du gouvernement aideront à étudier notre système de droit.

Jacta, Maximilian. *Accusé, levez-vous*. Collection Marabout, nos G 272 et G 286, Editions Gérard, Verviers (Belgique), 1967 et 1968. (536 p. et 375 p.)

Ces deux ouvrages de vulgarisation relatent de façon vivante de célèbres affaires judiciaires anglaises et américaines. Chacun d'eux contient une brève note introductive sur l'appareil judiciaire de l'Angleterre et des États-Unis.

☛ Levin, M., and Eisenberg, J. *Dilemmas*. Toronto: Holt, Rinehart & Winston, 1971.

Cette série de quatre brochures contient des anecdotes traitant de thèmes divers comme les droits de l'individu, la morale de la collectivité, l'éthique scientifique, les relations familiales, les libertés individuelles par rapport aux obligations envers la société, l'exécution des lois et la censure.

☛ Marchand, Paul Emile. *La loi et vos droits*. Editions de l'Homme, Montréal, 1971. (285 p.)

On trouvera, dans la cinquième partie de cet ouvrage de vulgarisation destiné à un public québécois, un exposé sommaire, d'une trentaine de pages, du droit criminel canadien.

☛ McGrath, W. T. *Youth and the Law*. Toronto: W. J. Gage, 1964. (104 p.)

Cet ouvrage s'adresse aux jeunes et veut les aider à comprendre le droit. L'auteur adopte une conception générale du droit et s'attarde quelque peu aux occasions où de jeunes adultes peuvent être particulièrement concernés. La présentation est claire, concise et devrait expliquer bien des questions sur le droit.

Pottecher, Frédéric. *Grands procès*. Arthaud, Paris, 1964. (340 p.); Arthaud, Paris, 1965. (289 p.)

Ces deux livres, écrits par un célèbre chroniqueur judiciaire français, relatent de façon extrêmement saisissante quatre grandes affaires contemporaines: les affaires Powers, Adams, Eichmann et Ruby.

☛ Sabourin, Louis (sous la direction de —), *Le système politique du Canada*. Editions de l'Université d'Ottawa, 1968, XII. (508 p.)

Cet ouvrage de collaboration réunit des textes qui ont d'abord été diffusés par le réseau français de Radio-Canada dans le cadre des "Cours universitaires". On y trouvera en particulier des aperçus généraux du système politique canadien, une description des institutions politiques fédérales, des institutions municipales et du système judiciaire canadien et, en appendice, de nombreux documents constitutionnels.

☛ Sheffe, N., et al. *Issues for the Seventies Series*. Toronto: McGraw-Hill Company of Canada, 1970.

Cette série de brochures fournit un choix de lectures sur les problèmes sociaux actuels. Chaque livret contient une introduction et quinze à vingt articles choisis dans les journaux.

☛ Smyth, J. E., and Soberman, D. A. *The Law and Business Administration in Canada*. 2e éd. Scarborough, Ont.: Prentice-Hall of Canada Ltd., 1968. (684 p.)

Ce résumé des lois commerciales du Canada décrit leur application dans le domaine des contrats, des biens immobiliers, des formes d'organisation des affaires et des transactions de crédit. Cet ouvrage commence par une analyse du droit dans son contexte historique et social et de son fonctionnement dans le cadre du système des tribunaux canadiens. Plus de quatre cents causes civiles récentes sont exposées à la fin des chapitres. Le lecteur trouvera le tableau des règlements canadiens pertinents également utile.

☛ Tremblay, André. *Les compétences législatives au Canada et les pouvoirs provinciaux en matière de propriété et de droits civils*. Editions de l'Université d'Ottawa, 1967. (352 p.)

Partant d'une question qui semble au premier abord particulière, cette thèse, qui est devenue un des classiques de la littérature constitutionnelle canadienne, met en valeur l'importance du problème de partage des pouvoirs et les solutions difficiles, criticables et pourtant nécessaires que les tribunaux ont dû y apporter. Une bibliographie abondante et probablement exhaustive complète cet ouvrage d'un niveau scientifique élevé.

☛ Velanoff, J. *Law: A Case Study Approach*. Toronto: Sir Isaac Pitman (Canada) Ltd., 1968. (278 p.)

Il s'agit d'un livre du niveau d'études secondaires qui soutient des questions de droit au moyen d'affaires réelles. La première partie de cet ouvrage offre une intéressante introduction au droit, dans son chapitre intitulé "Development of Law and Lawmaking Bodies."

☛ Zuker, M. A. *A Guide to Law for Canadians*. Toronto: Sir Isaac Pitman (Canada) Ltd., 1969. (123 p.)

Ce court manuel scolaire fournit la base de l'étude du droit au moyen d'une introduction générale à de nombreux principes de droit. Il contient un glossaire des termes juridiques.

Ouvrages pédagogiques

Cordell, C. M. *Dramatizing Business Law*. Portland, Maine: J. Weston Walch, 1965. (167 pp.)

La première partie de ce texte consiste en huit saynètes servant à démontrer certains principes de droit commercial. La deuxième partie comprend cinquante courts jeux de scène au moyen desquels on peut illustrer différents points du droit commercial.

Fiala, R. J. *How to Teach Business Law*. Portland, Maine: J. Weston Walch, 1965. (189 pp.)

Ce livret décrit plusieurs méthodes pour encourager l'étude du droit. On y expose la possibilité de faire jouer des petites pièces de théâtre par les étudiants, d'établir un tribunal dans la classe ou de monter des affiches.

Gibson, W. M. *Lessons in Conflict: Legal Education Materials for Secondary Schools*. Boston, Mass.: Boston University School of Law, 1970. (178 pp.)

Le projet "Law and Poverty" est un programme de recherche et de démonstration. L'une des principales tâches entreprises dans ce projet consistait à mettre au point un programme d'instruction du droit à l'intention des écoles secondaires. Cet ouvrage décrit diverses méthodes d'aborder plusieurs domaines du droit. Il contient vingt et une pages de suggestions sur la documentation à consulter, qui comprend livres, périodiques, films et films fixes.

Newmann, Fred M., and Oliver, Donald. *Clarifying Public Controversy: An Approach to Teaching Social Studies*. Boston, Mass.: Little, Brown & Co., 1970.

Cet ouvrage s'étend sur le problème des décisions impliquant des jugements de valeurs. Il comprend également des faits relatifs à des causes réelles.

Oliver, D. W., and Shaver, J. P. *Teaching Public Issues in the High School*. Boston, Mass.: Houghton Mifflin Company, 1966.

Ce livre instructif se concentre sur l'enseignement et l'animation de discussions sur des sujets d'intérêt public. Il rend les buts recherchés plus clairs et aide l'enseignant à établir un programme d'études sur des sujets d'ordre juridique et public.

Revues professionnelles et recueils de loi et de jurisprudence

◆ Cameron, J. C., and Young, F. J. L. *The Status of Trade Unions in Canada*. Kingston: Queen's University, 1960. (169 pp.)

Cette étude retrace l'influence du droit sur le développement des syndicats au Canada. Elle est rédigée dans un style simple, sans vocabulaire technique et se réfère à des cas réels pour illustrer et renforcer certains principes de droit.

◆ *Canada Supreme Court Reports*, Ottawa, Information Canada.

Dans ces rapports, les décisions de la Cour Suprême comportent, en supplément, des déclarations du juge de la Cour Suprême. On publie huit rapports chaque année, qui sont reliés en un volume.

◆ *Revue du Barreau Canadien*, Ottawa, Association du Barreau canadien.

La *Revue du Barreau Canadien* est une revue trimestrielle publiée par l'Association du Barreau canadien. Elle comporte trois sections principales: articles, commentaires et revue de livres. L'actualité et la diversité des sujets abordés, ainsi que la qualité de son contenu, lui ont acquis depuis sa fondation, en 1923, une réputation internationale. Une minorité importante d'articles y sont publiés en langue française.

◆ *Canadian Criminal Cases*, Toronto, Canada Law Book Company.

Ces rapports mensuels sur les décisions importantes prises dans des causes criminelles ou quasi-criminelles proviennent des dix provinces canadiennes, ainsi que de la Cour Suprême du Canada. L'abonnement comprend trois numéros mensuels et un volume relié par trimestre. On publie chaque année quatre volumes complets.

◆ *Canadian Current Law*, Toronto, The Carswell Company Limited.

Cette publication mensuelle passe en revue les causes canadiennes d'intérêt particulier et les décisions prises dans tous les domaines du droit: civil, criminel, commercial et ouvrier.

◆ *The Criminal Law Quarterly*, Toronto, Canada Law Book Limited.

Il s'agit d'un journal canadien sur le droit criminel rédigé à l'intention des juges, des magistrats, des avocats et des officiers de la Sûreté. Il se publie en septembre, décembre, mars et juin et les quatre numéros sont reliés en un volume chaque année. Ce journal comprend cinq ou six chapitres: les éditoriaux, les remarques et commentaires, les articles et allocutions, les causes des magistrats, les décisions de la Cour Suprême et des cours de comté et une revue littéraire, qui fournissent un choix fourni d'articles instructifs sur les affaires criminelles, rédigés par les meilleurs représentants de la profession au Canada.

◆ *Criminal Reports*, Toronto, The Carswell Company Limited.

Ces rapports mensuels publient des annotations doctrinales et pratiques sur les affaires criminelles jugées dans les diverses provinces du Canada. Ces annotations éclaircissent des principes de droit relatifs au droit criminel. Tout abonnement comprend un volume annuel relié.

◆ *Dominion Law Reports*, Toronto, Canada Law Book Company.

Cette revue hebdomadaire comprend toutes les causes civiles jugées dans les dix provinces canadiennes, ainsi qu'à la Cour Suprême du Canada. L'abonnement comprend huit numéros hebdomadaires et un exemplaire du volume relié. On publie six volumes complets chaque année.

◆ Gotlieb, Allan, ed. *Human rights, Federalism and Minorities*. Toronto: L'Institut canadien des Affaires internationales, 1970. (268 pp.)

L'Institut canadien des Affaires internationales a fourni à un groupe de personnes intéressées l'occasion d'exprimer leur opinion au sujet de la protection des droits de l'homme au Canada. Cet ouvrage comprend dix essais sur des sujets comme (1) Les droits de l'homme et le fédéralisme, (2) les droits de l'homme et l'individu, (3) les minorités, les droits à sa langue et le régionalisme.

♣ Jaffray, S. K. *Sentencing of Adults in Canada*. Toronto: University of Toronto Press, 1963. (122 pp.)

L'auteur de cet ouvrage pense que de la police à la prison, il existe dans tout le système pénitentiaire canadien un manque de cohésion entre les concepts relatifs aux délinquants déclarés coupables et les actes entrepris à leur égard. Il se concentre sur la manière dont les tribunaux condamnent les inculpés.

♣ McGrath, W. T. *Crime and Its Treatment in Canada*. Toronto: MacMillan of Canada, 1965. (510 pp.)

Cet ouvrage s'occupe principalement de la prévention des actes illicites: criminologie, médecine légale, psychologie, science sociale, sociologie. Il contient dix-sept chapitres sur des sujets comme "Le crime et les services pénitentiaires", "Le crime et la société", "Les sources de comportement illicite".

♣ *Ontario Reports*, Toronto, Canada Law Book Company.

Ces rapports se publient toutes les semaines et se rapportent aux causes jugées dans les tribunaux de l'Ontario. Ils comprennent aussi des décisions de pratique. Un excellent résumé d'antécédents, de preuves et de références à des causes particulières permet de soutenir les raisons du jugement. L'abonnement comprend tous les numéros publiés pendant l'année, ainsi qu'un exemplaire des deux volumes reliés qui réunissent les numéros hebdomadaires.

♣ Phelan, R. G. *Phelan's Highway Traffic Law*. Toronto: Canada Law Book Company, 1969. (480 pp.)

C'est le texte le plus complet qui soit sur les lois relatives aux véhicules automobiles en Ontario. Il comprend des références à un choix complet de 1,000 causes. On y décrit en détail l'interprétation de la Loi sur la circulation routière, la négligence et l'évaluation des dommages.

♣ *Statuts refondus du Canada* (S.R.C.) et *Revised Statutes of Ontario* (R.S.O.)

On peut se procurer à la Librairie du Gouvernement, à Toronto (statuts provinciaux) et à Information Canada (statuts fédéraux) la liste des statuts ou des copies de lois particulières. On trouve à la section de références des bibliothèques municipales des copies des statuts et des règlements.

♣ Salhany, R. E. *Canadian Criminal Procedure*. Toronto: Canada Law Book Limited, 1968. (288 pp.)

Cet ouvrage examine les principes et les procédures régissant les procès et les appels pour actes criminels tombant sous le coup du Code criminel. On y mentionne plus de 1,000 causes.

♣ Skeoch, L. A. *Restrictive Trade Practices in Canada: Selected Readings*. Toronto: McClelland and Stewart, 1966. (354 pp.)

Ces écrits de base sur les pratiques restrictives du commerce au Canada analysent les lois sur les coalitions et en expliquent le but. Cet ouvrage comprend de nombreux cas canadiens.

Brochures et opuscules

♣ *If you Neglect to Make a Will*. Victoria and Grey Trust Company, 1968.

♣ *Indians and the City*. Toronto, The Indian-Eskimo Association of Canada. Cet ouvrage souligne les difficultés qui assaillent les Indiens qui quittent les réserves pour venir à la ville.

♣ *Indian Rights: A Century of Oppression*. Toronto, The Indian-Eskimo Association of Canada.

Cette publication déclare que les droits des Indiens assurés par les traités n'ont jamais été respectés, et suggère un nouveau programme stratégique.

♣ *The Law and Local Government*. Toronto, Association of Municipal Clerks and Treasurers of Ontario, 1970. (36 pp.)

♣ *Law and the Woman in Ontario*. Toronto, Gouvernement de l'Ontario, Bureau de la main-d'oeuvre féminine, ministère du Travail.

♣ *Marriage Laws Are Complicated*. Toronto Daily Star, 12 février 1970.

♣ *The Motor Vehicle Accident Claims Fund and Its Operation*. Toronto, Gouvernement de l'Ontario, ministère des Transports.

♣ *Public and Law Relations*. Toronto, Ontario Chamber of Commerce, 1970. (18 pp.)

Cette brochure documente les accusations relatives à une baisse du respect de l'ordre public.

♣ *Le respect de la loi*. Publication mensuelle de la Banque Royale du Canada, mars 1969.

♣ *Why a Will*. Victoria and Grey Trust Company, 1968.

♣ *You and Your Lawyer*. Toronto, The Law Society of Upper Canada.

♣ *Your Children's Aid Society*. Association des sociétés de l'aide à l'enfance de l'Ontario.

Documentation de Radio-Canada

♣ Radio-Canada distribue des livres, des brochures, des enregistrements et des bandes magnétiques qui représentent un vaste choix documentaire utilisé auparavant dans des programmes radiodiffusés ou télédiffusés. Le titre des brochures suivantes se rapporte à des sujets de droit:

Arpin, M. *The Law and You*.

King, M. L. *Conscience for Change*.

McWhinney, E. *International Law and World Revolution*.

Morton, J. D. *The Function of Criminal Law in 1962*.

Science and Conscience. Animateur P. Watson et quinze participants.

The Way of the Indian. Transcription d'une émission de plusieurs épisodes données à Radio-Canada.

Woodcock, G. *Civil Disobedience*.

Bandes magnétiques de Radio-Canada

Balance and the Law. Bande d'une demi-heure qui traite du droit à un milieu équilibré.

Canada's Indians. Bande d'une heure qui traite des Indiens au sein de la société canadienne.

Civil Disobedience. Bandes d'une demi-heure qui consistent en sept conférences.

Credit: Deeper in Debt. Bande d'une heure.

Dr. Norbert Sellers. Bande d'une heure qui traite des méthodes d'influencer les esprits.

Goldenberg, S. *Law is the Wisdom of the Old*. Deux bandes d'une demi-heure chacune.

Law and Revolution. Bande d'une demi-heure; relation entre la politique et le droit.

Law and Technology. Bande d'une demi-heure; droits assurés par la loi et le milieu.

Mediation. Bande d'une demi-heure; réconciliation des parties dans les conflits de travail.

Must Wars Recur? Bande d'une demi-heure.

Nigger in a Parka. Bande d'une heure sur la façon dont on traite les Esquimaux.

On My Way to School. Bande d'une heure sur la discrimination contre les Indiens.

Police and Civil Liberties. Bande d'une demi-heure.

Psychiatric Justice. Bande d'une heure.

The Anthropology of Law. Bande d'une demi-heure sur le droit dans les sociétés primitives et n'appartenant pas au monde occidental.

The Family. Bande d'une heure.

The Just Society. Bande d'une heure, relative à des entrevues avec un groupe d'assistés sociaux militants.

The Power of the Law. Six bandes d'une demi-heure sur la nature du droit et ses fonctions.

The Role of the Police. Deux bandes d'une heure chacune.

The Young Lawyer. Bande d'une demi-heure: interview avec deux étudiants en droit au sujet de la justice sociale.

Three Lifers. Bande d'une heure: emprisonnement à vie.

Unions. Bande d'une demi-heure.

Violence. Deux bandes d'une demi-heure; ces bandes ont été enregistrées en deux séances dans un hôpital psychiatrique de l'Ontario.

Voices of the Jungle. Bande d'une heure préparée par les détenus de la prison de Saint-Vincent-de-Paul, à Montréal.

Work: Lawyers. Bande d'une heure.

Rapports et documents disponibles à Information Canada

Charte canadienne des droits de l'homme, 1968, 183 p.

La Constitution canadienne et le citoyen, 1969, 87 p.

La loi et l'ordre dans la démocratie canadienne. Gendarmerie Royale du Canada, 1952 (273 p.)

La peine capitale: documentation sur son objet et sa valeur, 1965, 145 p.

La politique indienne du gouvernement du Canada, 1969.

Le fédéralisme et l'avenir: déclarations de principe et exposé de la politique du gouvernement du Canada, 1968, 44 p.

Rapport de la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada, 1970, XIII-540 p.

Rapport du Comité d'étude sur la législation en matière de faillite et d'insolvabilité, 1970, XIV-188 p.

E. R. Russell Hopkins, *Comment fonctionne le Parlement,* 1957.

Toward Unity: Criminal Justice and Corrections. Canadian Committee on Corrections, 1969 (505 p.)

Télévision

 L'Office de télécommunication éducative de l'Ontario a préparé un programme de télévision, en plusieurs épisodes, intitulé "The Law and Where It's At". Le but de ce programme en douze épisodes est de faire connaître le droit comme un sujet passionnant, pratique et actuel qui intéresse les élèves. Ce programme cherche à provoquer l'engagement de l'élève sur des points ou des concepts de droit, sur des difficultés du droit canadien moderne et, en particulier, sur le droit criminel. Il lui fait rencontrer les juges, les avocats, les professeurs de droit, les juriconsultes et les gens (jeunes et vieux) qui se sont trouvés en conflit avec la loi et qui ont des idées très arrêtées à ce sujet. Il lui fait observer la loi en mouvement, ici et là, de manière à le pousser à réfléchir, à discuter et à approfondir, au sujet de ce processus en évolution, et à bien examiner l'administration de la justice chez nous. Ce programme comprend douze épisodes de vingt minutes chacun.

Films

On a tourné plusieurs grands films sur le thème du conflit ou du désordre. Les films suivants constituent d'excellents exemples pour montrer la nécessité de comprendre et de respecter la loi.

Un homme pour l'éternité

De sang-froid

La poursuite impitoyable

Docteur Folamour

Sur les quais

1984

Z

On peut obtenir des renseignements et

un guide d'enseignement sur les longs métrages en consultant le livret: "Feature Films and Education: A Resource Manual", distribué par Visual Consultants, 23 Kellythorne Drive, Don Mills 400, Ontario.

Ontario Human Rights Commission. *Human Rights Films Available for Showing to Public.* Cette Commission dispose de vingt-deux films sur les droits de l'homme et les groupes minoritaires, que son personnel projette pour le public. Tous organismes ou groupes intéressés peuvent obtenir une liste de ces films et s'arranger avec la Commission pour voir les films qui les intéressent.

L'Office National du Film a tourné de nombreux courts métrages, en version française originale ou doublée, portant notamment sur les institutions parlementaires, les relations de travail, le droit criminel et les organismes internationaux.

Littérature socio-juridique

On a écrit de nombreuses pièces de théâtre et maints romans sur des avocats, des procès célèbres et des procédures de droit. Les élèves pourraient bénéficier de lectures de ce genre. Les bibliothèques scolaires et municipales devraient disposer des ouvrages suivants:

Aymé, M. *La tête des autres*

Böll, H. *End of a Mission* (fiction)

Camus, A. et Koestler, A. *Réflexions sur la peine capitale*

Cecil, H. *A Child Divided* (fiction)

Cecil, H. *Portrait of a Judge, and Other Stories* (fiction)

Darrow, Clarence. *Resist Not Evil* (histoire vécue)

Darrow, Clarence. *Verdicts out of Court* (Essais)

Drury, A. *Titans* (fiction)

Gurko, M. *Clarence Darrow* (biographie)

Kunstler, William M. *The Case for Courage* (histoire vécue)

Lebourdais, Isabel. *The Trial of Stephen Truscott* (histoire vécue)

Lee, H. *Quand meurt le rossignol* (fiction)

London, E., éd. *The World of Law* (fiction)

Nizer, L. *My Life in Court* (histoire vécue)

Nizer, L. *The Jury Returns* (histoire vécue)

Stone, I. *Clarence Darrow for the Defence* (biographie)

Strindberg, A. *The Scapegoat* (fiction)
 Traver, R. *Autopsie d'un meurtre* (fiction)
 Wallace, Irving. *Complot* (fiction)
 Weaver, J. D. Warren. *The Man, The Court, The Era* (biographie)
 Weinberg, Arthur, éd. *Attorney for the Damned* (histoire vécue)
 Wilson, J. R. *Hall of Mirrors* (fiction)
 Wouk, Herman. *Ouragan sur D.M.S. Caine* (fiction)

Les bibliothèques scolaires et municipales devraient aussi disposer des pièces de théâtre suivantes:

Betti, Ugo. *Corruption au Palais de justice*
 Brecht, Bertold. *In Search of Justice*
 Kipphardt, Heinor. *En cause, J. Robert Oppenheimer*
 Lawrence, Jerome, et Lee, Robert E. *Inherit the Wind*.
 Rattigan, Terrence. *The Winslow Boy*
 Rose, Reginald. *Douze hommes en colère*
 Shyre, Paul, *The Child Buyer* (adaptation d'un roman de John Hersey)

Périodiques et revues d'universités

- ❖ *Bien-être social canadien*. Le conseil canadien de développement social, 55 Parkdale Avenue, Ottawa 3, Ontario.
- ❖ *Human Relations*. Commission ontarienne des droits de l'homme, ministère du Travail de l'Ontario, 400 University Avenue, Toronto 2, Ontario.
- ❖ *Interlex, Revue internationale de droit comparé général et spécial* (mensuelle). 260, rue Faillon ouest, Montréal 327e, Québec.
- ❖ *Le travailleur canadien* (mensuel-bilingue). Congrès du Travail du Canada, 100, avenue Argyle, Ottawa 4e, Ontario.
- ❖ *Osgoode Hall Law Journal*. Publié par la Faculté de droit Osgoode Hall, Université York, Imperial Press Limited, Toronto, Ontario.
- ❖ *Ottawa Law Review*. Université d'Ottawa, Ottawa. K1N 6N5.
- ❖ *Special Announcements*. Commission ontarienne des droits de l'homme, ministère du Travail, 400 University Avenue, Toronto 2, Ontario.
- ❖ *Travaux des colloques internationaux de droit comparé*. Editions de l'Université d'Ottawa, 550, rue Cumberland, Ottawa 2e, Ontario.

❖ *University of Toronto Law Journal*. Publié par les presses de l'Université de Toronto, Front Campus, Toronto 5, Ontario.

Sources de documentation

Editeurs de documentation légale

Butterworth & Company (Publishers) Ltd.
 14 Curity Avenue
 Toronto 374, Ontario.

C.C.H. Canadian Limited
 6 Garamond Drive
 Don Mills 403, Ontario.

Canada Law Book Limited
 80 Cowdray Court
 Agincourt, Ontario.

Information Canada
 Publications du Gouvernement du Canada
 Avenue Mackenzie
 Ottawa, Ontario.

L'Imprimeur de la Reine
 Publications du gouvernement de l'Ontario
 880 Bay Street
 Toronto 182, Ontario.

Richard De Boo Limited
 51 Wellington Street West
 Toronto 116, Ontario.

Autres sources intéressantes

L'Association du Barreau canadien
 Bureau 320, 90, rue Sparks
 Ottawa 4e, Ontario.

The Indian-Eskimo Association of Canada
 277 Victoria Street
 Toronto 200, Ontario.

The Law Society of Upper Canada,
 Osgoode Hall,
 Toronto 100, Ontario.

The National Council on Crime and Delinquency,
 44 East 23rd Street
 New York 10, New York.

Ontario Human Rights Commission
 Department of Labour
 400 University Avenue
 Toronto 2, Ontario.

Ontario Provincial Police College
 Training Branch
 291 Sherbourne Street
 Toronto 225, Ontario.

Fournisseurs de formulaires légaux

Newsome and Gilbert Limited
 177 Front Street East
 Toronto 129, Ontario.

United Stationery Company Limited
 30 Production Drive
 Scarborough, Ontario.

Wilson et Lafleur Ltée
 39 ouest, rue Notre-Dame
 Montréal 1e, Québec.

Min Gu Ontario. Ministère de
349. l'éducation.
7107 Le droit, cycle supérieur
09713
0597.2

FRENCH

